

Le Comité Central d'Entreprise a été convoqué unilatéralement par la direction le 14 septembre 2016 dernier pour une séance extraordinaire engageant l'entreprise dans la phase 1 du processus de consultation visant la fermeture anticipée du CNPE de FESSENHEIM.

À cette occasion, FO Énergie et Mines a appelé **les agents d'EDF SA à se mobiliser et à faire grève contre ce projet.**

FO Énergie et Mines réaffirme son opposition à tout arrêt de centrale nucléaire, à FESSENHEIM ou ailleurs, pour des raisons politiques.

L'avenir de la filière nucléaire, et plus globalement la politique énergétique de la France, mérite plus de sérieux que de telles manipulations de court terme.

Depuis cette annonce, FO Énergie et Mines n'a de cesse de clamer l'absurdité de ce projet.

FO Énergie et Mines le considère comme un non-sens économique, industriel et social.

Rappelons que cette centrale a eu une excellente disponibilité de production sur le réseau en 2015.

Cette unité est reconnue par l'Autorité de Sûreté Nucléaire comme **l'une des trois meilleures centrales françaises en termes de Sûreté Nucléaire**, de lourds investissements de l'entreprise et de ses salariés ayant permis d'atteindre ce niveau.

SUPPRESSION À TERME PLUS DE 2000 EMPLOIS DIRECTS ET INDIRECTS...

C'EST TOUTE UNE RÉGION, TOUTE UNE POPULATION QUI VA PAYER LE PRIX FORT

À l'heure où la France a besoin de se réindustrialiser dans le cadre d'une lutte efficace contre le chômage, il est clair que ce site industriel est **sacrifié par le pouvoir politique sous couvert d'une loi de transition énergétique** dont FO Énergie et Mines conteste les termes.

Mais au-delà du site, c'est toute une région et toute une population qui va payer le prix fort de la promesse d'un seul homme.

L'État actionnaire à 80 % d'EDF SA impose la fermeture de Fessenheim qui supprime à terme plus de 2000 emplois directs et indirects alors que dans le même temps, il parviendrait, avec ses 20 % de participation dans Alstom, à imposer le maintien de son site de Belfort...

De même, l'État et EDF promeuvent le projet HPC en Grande-Bretagne alors que celui-ci n'est pas en état d'être lancé, et veulent fermer en France la Centrale de FESSENHEIM qui fonctionne parfaitement.

À ces contradictions s'ajoutent les **sommes ridicules annoncées concernant l'indemnisation**, qui pourtant ont fait l'objet d'un accord entre EDF et L'État, ce qui rend complice la Direction d'Entreprise de ce désastre industriel et social. Alors que le préjudice pour EDF a été **évalué à 4 milliards d'euros**, **l'État propose une indemnisation de 400 millions d'euros**. Ceci est un affront pour le personnel.

Nous regrettons le constat de la soumission de la Direction d'Entreprise au pouvoir politique de l'État actionnaire majoritaire.

Compte tenu de l'importance et de la spécificité de ce dossier pour l'avenir de l'entreprise et de celui de la centrale de Fessenheim, le CCE attend de la direction un niveau d'information à la hauteur des enjeux de ce dossier, une expertise va donc être menée sur cinq axes :

- Politique et stratégique ;
- Économique et financier ;
- Organisationnel et social ;
- Technique et projet industriel ;
- Juridique.

Les élus du CCE attendent de la part de la direction un dialogue social constructif, notamment en répondant positivement, et précisément aux demandes de l'organisme.

Dans l'attente de ces réponses, les élus du CCE ont quitté la séance.

FO Énergie et Mines continuera à prendre ses responsabilités pour combattre ce projet.